

Après les remous suite à la grève des employés de Togotelecom **P 3**
 LE FAUX DEBAT SUR LES CONTRATS DE PUBLICITE ET DE PARTENARIATS CULTURELS

Vers une célébration houleuse des deux ans de l'ANC **P 3**
 POURQUOI LE MINISTRE DE LA SECURITE A REFUSE ADEWUI COMME CADEAU D'ANNIVERSAIRE



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



P 4

2ème forum des acteurs du Développement à la Base à Kara POUR UNE MEILLEURE IMPLICATION DES POPULATIONS



Deux togolais sur RFI cette semaine
FACE A AHOOMEY ZUNU RASSURANT ET CONVAINCANT, JEAN PIERRE FABRE MENACE ET ETALE SON IMPUISSANCE **P 2**

- Le Civisme Aujourd'hui
L'AUTO JUSTICE EST ILLÉGALE ET PASSIBLE DE PEINE **P 5**
- Enregistrement des militants de UNIR dans la préfecture de la Kozah
UNE AFFLUENCE MONSTRE AU SIÈGE DU PARTI TOUS LES JOURS OUVRABLES **P 5**

TR 085 du 12 oct. 2012

 Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

AFRIATECH
 Archivage Numérique-GED-Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing
 Web: www.afriatech.com Email: info@afriatech.com Tél: +228 201-60-71 Fax: +228 201-60-70
 Objectif 2015: **zéro papier!**

23 Nov. - 10 Déc 2012
10ème Foire Internationale de LOMÉ
 Foire de toutes les opportunités
 CITEE - LOMÉ
 Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé "TOGO 2000"

Commémoration du 05 octobre
et débat sur la démocratie
togolaise

LE CJD LANCE «TOGO TRIBUNE LIBRE»



Pour rétablir la vérité sur les événements du 05 octobre 1990 et permettre à la jeune génération de maîtriser le processus démocratique togolais enclenché depuis 1990, le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) a initié une plateforme de débat démocratique entre tous les acteurs de la politique togolaise. Cette plateforme dénommée « Togo Tribune Libre » a été lancée le 05 octobre dernier à Lomé. La cérémonie de lancement a été présidée par le représentant personnel du Premier Ministre, M. Kovi Adanbounou, président du CJD.

Pour les initiateurs de la plateforme de discussion, il s'agit d'une tribune de réflexions et d'analyses qui entend amener toute la population togolaise, en particulier, les jeunes, les spécialistes universitaires, les autorités administratives et les leaders politiques à réfléchir sur les problèmes d'ordre social, économique et politique qui entament le développement intégral du pays. « Togo Tribune Libre » se veut donc un cadre de débat, de partage et de rencontre d'initiatives civiques, qui recueille les points de vue des uns et des autres, en vue de contribuer à trouver les voies et moyens possibles pour relever le défi de bâtir un Etat démocratique, de respect des normes républicaines, de développement intégral et durable.

Pour son baptême de feu le 05 octobre dernier, « Togo Tribune Libre » avait enregistré la présence d'éminentes personnalités de l'histoire politique togolaise. Il s'agit entre autre de Me Kokou Koffigoh, Logoh Dossouvi et des intellectuels comme le Professeur Magloire Kuakivi. Le thème de la première édition de « Togo Tribune Libre » était « 05 octobre 1990 – 05 octobre 2012, bilan de 22 ans de lutte pour la démocratie au Togo ». Pour Eli Goka, membre du CJD, « L'objectif principal de ladite tribune est de créer un climat de collaboration et de partage entre les citoyens et les autorités administratives ou politiques du pays face aux décisions et aux positions relatives à la gestion sociopolitique et économique de la cité, et donc produire un effet psychologique d'appartenance à la même nation et d'implication dans les différentes décisions liées à la gestion des affaires de la cité ».

« Togo Tribune Libre » est un podium ouvert et libre qui va s'exécuter dans la commune de Lomé, la préfecture du Golfe et dans les 5 autres régions du Togo. Il vise à impacter sur la vie des participants en les amenant à comprendre suffisamment l'organisation et la gestion de l'Etat, à démystifier les relations entre gouvernants et gouvernés, à instaurer un climat de confiance entre ces deux acteurs, et à la pratique des règles de bienséances républicaines gage de la paix et de la démocratie.

Didier ASSOGBA

Retrouvez votre journal et plus
d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

Deux togolais sur RFI cette semaine FACE A AHOOMEY ZUNU RASSURANT ET CONVAINCANT, JEAN PIERRE FABRE MENACE ET ETALE SON IMPUISSANCE

Lundi 8 et mardi 9 Octobre 2012, la politique togolaise a fait une bonne frange de l'actualité internationale sur RFI. Tour à tour le Premier Ministre Arthème AHOOMEY ZUNU et Jean Pierre FABRE, Président de l'ANC se sont succédés à travers deux interviews, qui ont suffisamment éclairé les auditeurs sur la situation politique et l'actualité nationale togolaises.

Un Premier Ministre
courtois, rassurant et
convaincant

C'est d'abord le Premier Ministre qui a bouclé son séjour européen auprès des partenaires internationaux du Togo, qui a clarifié avec des mots simples et précis la situation qui prévaut au Togo. Pour l'essentiel AHOOMEY ZUNU a convaincu sur les avancées par rapport aux acteurs politiques dans l'optique des prochaines élections législatives avant de convaincre sur la bonne volonté, la bonne foi et la disponibilité du gouvernement togolais à poursuivre le dialogue « Pour nous, il n'y a pas d'autres solutions : continuer à rechercher le consensus par tous les moyens en ayant à l'esprit que nous avons intérêt à ce que notre pays s'apaise définitivement. Nous avons invité à plusieurs reprises cette opposition qui manifeste. Toutes les fois, ils ont refusé de répondre, mais nous avons bon espoir que la raison prévaudra, parce qu'il n'y a pas d'autres solutions. Il faudra qu'un jour, qu'on parle des sujets qu'ils ont à cœur », a-t-il indiqué avant de revenir sur ces avancées qui ont tenu compte de plusieurs des préoccupations de cette opposition qui a toujours boycotté les différents appels aux dialogues. « Nous avons déjà commencé à répondre à certaines de leurs préoccupations, notamment le découpage électoral, la limitation du mandat présidentiel, la transformation de la loi qui organise la Cour constitutionnelle... » Pour le Premier ministre ces réponses apportées, sous aucune contrainte et avec la collaboration des autres partis de l'opposition, dénotent de la bonne volonté du gouvernement.

D'autre sujets comme l'affaire de l'escroquerie internationale dans laquelle est impliquée le ministre Pascal BODJONA a été également abordé et la Premier ministre y a répondu en précisant que dans ce dossier la justice togolaise fera son



travail.

Un Jean Pierre FABRE
menaçant qui se révèle
finalement un grand rêveur

Dès le lendemain, l'opposition togolaise a cru devoir répondre au Premier Ministre, mais au résultat issu de cette sortie que bon nombre de togolais, même dans ses propres rangs, qualifient de ratée, on peut dire que le choix du leader a été mal fait. En effet c'est un Jean Pierre FABRE, menaçant comme un chien poltron qui a martelé, dans une français militaire, une fois encore les préalables avant de proférer des menaces à l'encontre du Premier Ministre. « Je veux dire à M.Ahoomey-Zunu que les prochaines élections, si elles ne sont pas programmées pour être organisées après un accord politique issu d'un dialogue réel, elles n'auront pas lieu. Je veux le mettre en garde contre toute velléité de chercher à passer en force. » Estimant que le Togo vivait dans une crise dont le pouvoir ne semblait pas mesurer l'ampleur, Jean Pierre Fabre s'en est également pris à la communauté internationale qu'il qualifie d'indifférente. Et face à Christophe Bouabouvier qui n'en croyait pas mot des prétendues capacités de Fabre et sa clique à engager un bras de fer contre le pouvoir, le Président de l'ANC, visiblement déstabilisé par la question a déclaré « Je vous demande un peu de patience et vous verrez. » Un discours nourri de rêve et de promesses irréalistes auquel, depuis deux ans l'ancien Secrétaire Général de l'UFC a habitué les togolais et depuis peu la communauté internationale. Sur

RFI, Jean Pierre Fabre s'est comporté comme s'il était devant des abrutis à la plage en face de l'Hôtel Ibis à Lomé.

C'est un leader très peu convaincant, finalement le mauvais cheval que le CST a envoyé en face d'un Premier Ministre grandiloquent qui avait l'assurance du job et les arguments pour convaincre. De toute façon, le premier avait moins d'effort à faire pour convaincre d'une disponibilité et d'une volonté moult fois manifestée pour atteindre un dialogue dont Fabre et les siens ne veulent pas pour la simple raison que ces dialogues « permettent au régime en place de se maintenir indéfiniment ». Le CST et Jean Pierre Fabre ont choisi la rue pour demander à Faure de partir. Sa candidature en 2015 leur pose un réel problème, c'est bien connu de tous. Pour revenir à cette double sortie sur RFI, les togolais n'ont pas été surpris mais ont été plutôt déçus de la prestation du leader de l'ANC qui n'a pas du tout soigné son image et partant celle du CST et de son parti l'ANC. Cela rappelle un autre face-à-face, sur la même radio, que ce même Jean Pierre Fabre avait eu dans les années 2000 devant Fambaré Natchaba qui n'avait pas hésité à le ridiculiser quand il déclara naïvement que « c'est avec les rêves qu'on fait de grandes choses ». Fambaré Natchaba lui avait répondu :

« Alors je vous encourage à continuer de rêver. » Près de dix ans après, le moins qu'on puisse dire c'est que Jean Pierre Fabre n'est toujours pas réveillé pour sortir de ses rêves.

Germain POULI

Après les remous suite à la grève des employés de Togotelecom

LE FAUX DEBAT SUR LES CONTRATS DE PUBLICITE ET DE PARTENARIATS CULTURELS



Les 4 et 5 Octobre 2012, un mouvement inhabituel de grève qui s'est emparé de Togotelecom, une boîte que plusieurs togolais reconnaissent à juste titre comme offrant l'un des meilleurs traitements salariaux au niveau national, a fait l'actualité. La principale revendication du personnel était une augmentation de 30% sur le salaire. Après deux jours de cessation travail et de discussion, la direction générale, après avis du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance, a proposé 10% d'augmentation en attendant que la situation de l'entreprise permette une amélioration progressive des salaires et autres avantages. Pendant ces deux jours d'ambiance surchauffée entre le personnel et la direction générale, certaines langues en externe et beaucoup moins en interne, ont cru justifier les exigences des employés en s'attaquant aux différents contrats de promotion des produits de Togotelecom avec des partenaires que sont les médias (radios, télé, sites internet et presse écrite) et certains artistes locaux (TOOFAN et GBADAGOG). L'on a donc tenté de présenter ces contrats comme étant la source de l'hémorragie qui empêchait à Togotelecom de mieux pourvoir aux soins et besoins de ses employés. A côté des nombreux médias partenaires de Togotelecom, moins critiqués de constituer un gouffre financier, ce sont plutôt les talentueux artistes Masta Just et Barabas de TOOFAN, ainsi que le groupe humoristique GBADAGOG qui sont les plus indexés. Surfant sur des rumeurs qui n'ont rien à avoir avec la réalité de ces contrats de deux ans renouvelables qui existent entre les parties, des chiffres faramineux ont été avancés. Envies et jalousies passant par là, les deux entités d'artistes partenaires ont été la cible de plusieurs détracteurs et détracteurs, qui ont vite mis de côté le talent et la fierté nationale que les TOOFAN et GBADAGOG représentent pour le Togo. Alors que dans le monde culturel,

Togotelecom est félicité pour ces contrats qui ont permis à ces artistes partenaires d'être plus productifs et plus visibles sur le plan national et international, un débat malsain tend à décourager ce genre d'initiatives souhaitable au niveau des autres sociétés, les seules opportunités véritablement capables de sortir la culture togolaise de l'ornière et du sinistre qui la caractérise depuis des décennies. Grâce à Togotelecom, qui peut dénier aujourd'hui au TOOFAN et à GBADAGOG, leur force artistique, leur renommée et un développement sur le plan social ? Il est de notoriété qu'en véritable entreprise citoyenne, Togotelecom, outre les deux groupes, apporte une aide culturelle à tous les artistes et promoteurs culturels dans la limite du budget qui y est affecté.

Quant aux médias qui n'ont pas été suffisamment ébranlés dans cette affaire pour des raisons qui n'échappent à personne, nul ne saurait infirmer que le partenariat avec Togotelecom a permis à plusieurs organes et rédactions de mieux poursuivre leur érection en entreprise de presse, suppléant ainsi à la faiblesse d'une aide de l'Etat encore insuffisante.

Le faux débat que certains ont cru devoir créer, à l'occasion de cette grève de deux jours, des employés de Togotelecom, garde un caractère aussi pernicieux que dangereux et risque de mettre un frein à des initiatives citoyennes qui sous d'autres cieux sont unanimement saluées et couramment exécutées. Au Togo, au lieu d'inciter les autres entreprises à emboîter le pas à Togotelecom, c'est à peine si on ne veut pas étouffer cet engagement citoyen qui traîne à faire école au grand dam des médias et de la culture dont le rôle et l'importance ne sont plus à démontrer dans nos sociétés en route vers leur développement.

Germain P.

Poursuite de la réhabilitation des routes LES TRAVAUX DE REFECTION DU TRONÇON LAGUNE-COLOMBE DE LA PAIX LANCÉ

Il a été procédé hier jeudi au lancement officiel des travaux de réfection du tronçon Lagune de Bè-Colombe de la Paix. La cérémonie a été présidée par le Premier Ministre. La réfection de ce tronçon rentre dans le cadre de la poursuite de la politique des grands travaux par le gouvernement togolais. Le tronçon Lagune-Colombe de la Paix est un tronçon très sollicité par la population pour le fait qu'il est le prolongement de la route nationale n°1. Sa réfection va contribuer à la fluidité de la circulation.

Il s'agit en réalité des travaux de réhabilitation, de renforcement, d'assainissement et de modernisation de ce tronçon qui relie directement plusieurs quartiers de Lomé à la zone commerciale de la capitale togolaise. Situé sur l'avenue



Maman N'Danida entre le boulevard des Armées et la lagune au niveau d'Amoutiévé, ce tronçon sera entièrement reconstruit par l'Entreprise GER sous la supervision du bureau de contrôle AG7. Il a une longueur de 650 mètres linéaire. Les travaux officiellement lancés hier par le Premier ministre Ahoomey-Zunu en présence du ministre des Travaux publics vont se dérouler à une vitesse de croisière parce que le blocage de

ce tronçon va causer assez de préjudices aux usagers de la route. L'entreprise GER a un délai de 10 mois pour livrer son chef d'œuvre dont le coût global s'élève à 2,5 milliards de FCfa TTC.

La nouvelle route aura une épaisseur de 5 cm en couche de roulement en béton bitumineux et sera assise sur une couche de base en matériaux concassés de 20cm, le tout reposant sur une couche de fondation de 20cm également. La route sera faite désormais en aller et retour. Selon nos informations, un nouveau pont sera construit sur la lagune pour l'élargissement de la route. Les usagers qui viendront de la Colombe de la Paix n'auront plus à souffrir pour déboucher sur la Rue de France à la fin des travaux.

Dias MISSOKO

Deuxième anniversaire de l'ANC QUEL BILAN EN DEHORS DES MARCHES DE CONTESTATIONS HEBDOMADAIRES ?

Depuis deux jours, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) est en pleine festivité pour marquer ses deux ans d'existence. Ces festivités comme il fallait s'y attendre, seront marquées par des marches, notamment à partir d'Adéwui, la nouvelle obsession de l'ANC et du CST.

Deux ans après sa naissance, il est essentiel de s'interroger sur le parcours de cette nouvelle formation politique issue de la scission de l'Union des Forces du Changement (UFC). On se rappelle comme si c'était hier que c'est au lendemain de l'Accord historique signé le 26 mai 2010 entre le RPT et l'UFC, la maison mère que certains dissidents, avec à leur tête Jean Pierre Fabre, jusque-là Secrétaire Général du parti du palmier, ont choisi leur voie politique avec comme couleur l'orange et comme emblème la bougie et la chaîne.

Si, pour le commun des mortels, on ne saurait parler de bilan pour un parti politique qui n'a, jusqu'ici, participé à aucune élection pour mesurer sa popularité et donc l'adhésion des populations à ses idéaux, il est tout de même compréhensible que le parcours soit mesurable, ne serait-ce qu'en termes d'actions posées et de résultats obtenus sur le terrain politique.

C'est ainsi qu'en terme de bilan, l'année dernière à la même année, Jean Pierre Fabre avait indiqué que grâce à son parti et aux nombreuses marches de contestations, sa principale activité d'ailleurs, les togolais peuvent marcher les jours ouvrables, contrairement à une ordonnance qui n'autorisait les manifestations publiques que les week-ends.

Les nombreuses revendications ayant alimenté les marches de l'ANC, n'ayant trouvé aucune réponse probante, la grande interrogation reste quel bilan pour les deux ans de l'ANC en dehors des interminables marches dans les rues de Lomé?

Patrick NIMA

Vers une célébration houleuse des deux ans de l'ANC POURQUOI LE MINISTRE DE LA SECURITE A REFUSE ADEWUI COMME CADEAU D'ANNIVERSAIRE



Hier le ministre de la Sécurité, le Colonel YARK Damhame était face à la presse pour expliquer le nouveau bras de fer, après celui du 5 Octobre dernier, entre les autorités et les organisateurs de manifestations sur les itinéraires à emprunter. Après le CST, c'est l'ANC qui s'oppose au changement d'itinéraire et qui insiste pour débiter sa marche prévue demain en face de l'Eglise Baptiste à Adewui, à l'endroit où, le 15 Septembre dernier, des jeunes de ce quartier avaient agressé et chassé les manifestants du CST, leur interdisant de démarrer leur activité à ce niveau. Selon le ministre de la

sécurité, l'ANC avait préalablement indiqué dans un courrier en date du 1er Octobre que sa marche débiterait au Rond point de Trésor et le fait pour les responsables de l'ANC de revenir dans une autre correspondance demander que cette même marche change d'itinéraire, est de nature à compliquer les choses au regard des précédents incidents qui font toujours l'objet d'une enquête judiciaire. Le Colonel YARK Damhame qui était entouré pour la circonstance des plus hauts responsables de la Police et de la Gendarmerie, a également précisé que selon leurs informations, les responsables de l'ANC auraient demandé à leurs militants de s'armer pour Adéwui, ce qui augure d'une boucherie prévisible. « Nous n'allons pas assister à ce spectacle » a-t-il martelé avant d'ajouter : « Ils n'iront pas à Adewui ». C'est donc un refus catégorique d'itinéraire qui laisse dire à certains que l'ANC n'aura pas Adewui comme cadeau d'anniversaire et c'est peut-être mieux pour tout le monde face aux craintes des plus hauts responsables de la sécurité.

Patrick NIMA

Tenue à Kara du 2ème forum des acteurs du Développement à la Base POUR UNE MEILLEURE IMPLICATION DES POPULATIONS



Vue de la table lors de la cérémonie de clôture

Du 04 au 06 octobre derniers, la ville de Kara a prêté son chaleureux cadre aux travaux ayant marqué le 2ème forum des acteurs du développement à la base. Démarrés en trombe avec une cérémonie d'ouverture présidée par Madame la Ministre du Développement à la Base, Victoire Sidémého Tomégah-Dogbé, les travaux de ce forum ont suscité une adhésion et une satisfaction générale des participants et surtout des partenaires au premier rang desquels figure la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce sont donc des débats houleux, à la limite de la virilité qui ont marqué les travaux en commissions. De ces débats, sont sortis des recommandations qui vont guider l'action du ministère du développement à la base et de ses différents partenaires durant les trois années à venir. Bien avant les travaux en commission, les participants ont assisté à des communications toutes aussi enrichissantes les unes que les autres. Le film des moments forts de ce forum.

Des résultats qui parlent d'eux-mêmes

Le forum de Kara fait suite au tout premier tenu en 2009 ici même dans la salle du Palais des congrès de Kara, quelques mois après la création du ministère du développement à la base en octobre 2008. Au sortir de ce forum des axes avaient été définis pour orienter l'action de ce ministère. Aujourd'hui, même si « le parcours est long » selon les mots de Mme Dogbé, « ce qui a été fait est grand et il ne faut pas baisser les bras », puisque les résultats parlent d'eux-mêmes. Ainsi, après quatre années d'existence dudit ministère marquées par de multiples actions, plus de 5000 groupements ont bénéficiés des soutiens techniques et financiers soit 5 milliards de francs Cfa en terme de crédits alloués avec le concours des différents partenaires nationaux et internationaux. Les actions du ministère du développement à la base se sont également orientées

vers la jeunesse qui a bénéficié de 15000 emplois temporaires avec 2000 jeunes volontaires enrôlés grâce au PROVONAT. Les jeunes scolaires, au nombre de 120000, ont quant à eux bénéficié de repas scolaires.

Une thématique partagée par tous les acteurs.

Ce deuxième forum de Kara a choisi comme thème : « stratégies pour un développement endogène et inclusif des communautés à la base dans la lutte contre la pauvreté. ». Ce thème a reçu l'assentiment de tous les participants qui ont souligné sa pertinence. Le représentant résident de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Togo, M. Serge N'guessan a d'ailleurs souligné que « le développement à la base suppose que les communautés à la base prennent en charge leur propre croissance » avant d'ajouter que « la croissance inclusive est un objectif de la BAD. ». Il a en outre abordé dans le même sens que la ministre du développement à la base qui fixe à l'horizon 2017 l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement avant d'assurer au Togo la disponibilité de son institution à œuvrer à ses côtés dans la lutte contre la pauvreté.

Un partage d'expériences à travers des communications enrichissantes

Après la cérémonie d'ouverture présidée par la ministre Dogbé, les participants au forum ont assisté à quatre communications qui les ont outillées sur la thématique du forum, les différentes conceptions du développement participatif, endogène équilibré et durable. Ces communications ont été ponctuées d'échanges d'expériences livrées par certains acteurs du développement à la base. On peut citer entre autre l'expérience endogène de « Ando kpomey autour de la ceinture verte » dans la préfecture de l'Avé, celle des Communes du Millénaire sur l'organisation inter-villageoise des communautés, ainsi que l'expérience d'une plate forme

multifonctionnelle d'un pays de la sous région. Mais l'expérience qui a le plus marqué les esprits fut celle du CIDAP de Baga dans la préfecture de Doufelgou.

A la découverte du centre CIDAP de Baga

Suite à la présentation de M. Justin Batanta, Coordinateur par intérim du Centre International de Développement Agro-Pastoral (CIDAP), une délégation composée de madame la ministre du développement à la base, du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, des représentants de la BAD et du PNUD, des préfets présents et d'une vingtaine de journalistes a fait le déplacement de Baga pour découvrir cette oasis au beau milieu d'un désert. Là où régnait la désolation, les initiateurs de ce centre ont su insuffler la vie en transformant le négatif en positif. Partant de presque rien et procédant par la restauration écologique des terres dégradées, ils ont redonné vie à des terres qui jadis étaient arides. Pour Justin Batanta, la réussite du centre réside dans le fait que pour eux, le développement ce n'est pas forcément une question de moyen, mais l'essentiel se passe dans la tête.

Les travaux en commission pour des réflexions et une harmonisation des approches de développement participatif

Le deuxième jour du forum a été essentiellement marqué par les travaux en commission. Au total six commissions pour réfléchir sur de nouvelles pistes pouvant accueillir les actions futures du ministère du développement à la base. Parmi ces pistes, on peut citer entre autre la participation et la mobilisation communautaire, les orientations stratégiques de la politique nationale du développement à la base, NTIC et développement à la base. Au cours des travaux en commission, les discussions ont été viriles et très engagées mais toujours, les participants avaient à cœur le bien-être des populations qu'ils représentent.



Vue partielle des participants au forum



Visite au CIDAP, Mme la Ministre en compagnie de Justin Batanta



Echange de documents de convention entre Mme la Ministre et le Préfet de la Kozah

Des recommandations pour renforcer les actions sur le terrain

Le forum s'est achevé le samedi 06 octobre sur des recommandations, 23 au total, qui devront guider et orienter les actions futures du ministère du développement à la base. Pour l'essentiel, ces recommandations tournent autour de la nécessité de sensibilisation des couches défavorisées pour qu'elles fassent leurs, le concept et la vision du développement à la base, de rapprocher différentes structures intervenant dans ce processus des populations à la base par une véritable décentralisation. Il faudra aussi poursuivre le processus d'aménagement des infrastructures, mettre les ressources nécessaires à la disposition des communautés et mener un suivi permanent des projets financés. Leur réussite devra aussi être suffisamment médiatisée pour servir de modèle aux autres.

Une vingtaine de conventions signées avec les communautés à la base.

Pour clôturer les travaux du forum, la ministre du développement à la base a procédé à la signature de vingt et une conventions de financement avec les communautés à la base qui bénéficient d'un appui pour la réalisation d'infrastructures communautaires dont les hangars de marchés, des unités de soins périphériques, des forages d'eau, des bâtiments scolaires, des latrines pour un montant total de 1,3 milliards de Fcfa. Parmi ces communautés, celles de Tiéblé de Dapaong et une communauté de Bohou, entre autre. C'est le préfet de la Kozah en personne, le Colonel Bakali qui a reçu des mains de la ministre Dogbé les documents de la convention de financement de la communauté de Bohou.

Paul Katassoli, Envoyé spécial de Tovoréveil à Kara

Enregistrement des militants de UNIR dans la préfecture de la Kozah UNE AFFLUENCE MONSTRE AU SIÈGE DU PARTI TOUS LES JOURS OUVRABLES

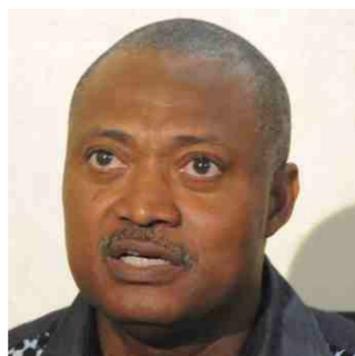


L'opération de charme du Chef de l'Etat après la création de son parti Union pour la République (UNIR) ayant fait place à l'adhésion des membres, c'est une affluence monstre de militants de ce nouveau parti qui se fait remarquer chaque jour ouvrable au siège du parti de la préfecture de la Kozah. A entendre un militant de ce parti qui se plaignait du temps qu'il a perdu avant de faire enregistrer, il serait préférable même souhaitable de multiplier les points d'enregistrement dans la préfecture histoire de décongestionner la foule et faire économiser l'argent de déplacement et le temps au militants. Certains Hommes politiques et leaders d'opinion sceptiques, prévoient déjà un échec cuisant pour le nouveau parti du Président Faure surtout dans la Kozah, supposée être le fief du pouvoir. Contre toutes attentes, la population de cette préfecture jadis obsédée par le « mais » du RPT, s'est vite familiarisée avec la colombe de l'UNIR.

Par cet enregistrement des militants sur toute l'étendue du territoire togolais, Union pour la République affûte ses armes pour les législatives prochaines pendant que d'autres concurrents mesurent leur popularité dans les rues de Lomé.

London KAWANA, notre reporter à Kara

A PROPOS DE PASCAL BODJONA L'ADVERSAIRE REDOUTABLE DE JEAN PIERRE FABRE



Jean Pierre Fabre pense que Pascal BODJONA est en prison « pour des motifs politiques ». La révélation a été faite sur RFI lors de sa tentative de réponse au Premier Ministre Arthème Ahoomey Zunu, reçu la veille sur les ondes de la même radio internationale. Le leader de l'ANC s'empresse d'ajouter que Pascal BODJONA a « toujours été pour nous un adversaire politique redoutable ». Le leader de l'ANC qui ne cachait visiblement pas vouloir prendre la défense du Ministre Pascal BODJONA dans cette affaire d'escroquerie, précise être un homme de principe et que « L'Etat de droit doit s'appliquer à tout le monde ». Si Christophe Bouabouvier, le journaliste qui lui posait des questions n'a pas été convaincu, tout comme bon nombre de ses

concitoyens, il faut savoir reconnaître que Jean Pierre Fabre, au moins, a fait mieux que certains de ses amis de l'ANC et du CST. Jean Pierre Fabre, n'est pas avocat mais sur cette sortie, il a causé moins de tort au ministre, contrairement à Isabelle AMEGANVI, AJAVON Zeus, Gil Benoît AFANGBEDJI et Kpandé ADZARE dont le zèle et l'engagement mortel aux côtés de Pascal BODJONA, l'ont suffisamment fragilisé. Les mêmes avocats ont fait preuve de la même légèreté dans l'affaire de tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat. « L'adversaire politique redoutable » est-il entrain d'être abattu par ceux qui le défendent mordicus ? La question garde tout son poids d'or.

Patrick NIMA

Le Civisme Aujourd'hui

L'AUTO JUSTICE EST ILLÉGALE ET PASSIBLE DE PEINE

Dans nos sociétés d'aujourd'hui, l'impatience a pris le pas sur toutes les autres valeurs et la tolérance n'est plus à l'ordre du jour dans certains contrées. La situation du Togo est telle que chacun est devenu hors la loi et agit comme bon lui semble. Depuis un temps, il est donné de constater que la plupart des togolais sont sur la défensive et cherchent à se faire justice dans certaines situations. Ces concitoyens ignorent que « nul n'a le droit de se faire Justice ». Même les crimes les plus atroces ont aussi droit à un jugement équitable. Se faire justice est le plus souvent ancré dans les habitudes de nos populations dépassées à la suite de certaines situations insupportables. Dans ces cas, la passion prend souvent le pas sur le raisonnement et on se passe tant soit peu des instances juridiques légales et le châtement physique prend le dessus.

A partir du moment où chacun se fout de la loi, dès lors que quelqu'un est soupçonné ou coupable d'un délit majeur ou non, la victime est molestée et subit d'autres sévices corporelles. Dans bien des cas, il arrive que ceux qui s'exposent à l'auto justice perdent la vie si les forces de sécurité n'interviennent pas à temps. Les textes de la république togolaise

condamnent l'auto justice qui est punie par la loi à cause du fait que nul n'a le droit de se faire justice. Dans un Etat, force doit être à la loi et les instances juridictionnelles sont seules habilitées à rendre un jugement dans une affaire. Brûler un voleur avec un pneu et de l'essence, frapper un suspect jusqu'à mort, n'est pas une bonne pratique. De plus ce genre de règlements de compte est puni par la législation en cours au Togo.

La justice opiniâtre n'est que le reflet de la vengeance et par conséquent de l'abus du pouvoir. Se porter comme justicier dans un pays comme le notre n'a rien de légal donc à chaque fois que nous aurons à nous confronter à de telles situations imaginons un peu les conséquences que cela découlerait et faisons confiance aux instances juridictionnelles de notre pays comme le ferait un bon citoyen. Il est temps que nous tous citoyens togolais, s'inscrivons dans la légalité et le respect des lois en vigueur dans le pays. Dans toutes les situations où nous sentons nos droits violés, il nous appartient de saisir les instances compétentes pour nous rétablir dans nos droits.

La Rédaction

Gerry Taama et le NET à l'heure des propositions pour une sortie de crise

DES PERSONNALITES CIVILE, RELIGIEUSE, TRADITIONNELLE ET UN EXPERT INTERNATIONAL POUR CONDUIRE LE DIALOGUE INTER TOGOLAIS

L'ancien officier des Forces Armées Togolaises, Gerry Taama veut jouer sa partition pour désamorcer le blocage de la situation politique actuelle au Togo. Son parti le Nouvelle Engagement Togolais (NET), qui s'est récemment retiré de la Coalition Arc-en-ciel tente de trouver des approches de solutions pouvant permettre au gouvernement et à l'opposition même sa frange la plus radicale de s'asseoir autour d'une même table pour des discussions sincères. Gerry Taama est préoccupé par la situation politique tendue dans le pays et « la volonté du gouvernement d'organiser à marche forcée, les élections législatives dans les meilleurs délais ». Face à l'intransigeance des uns et des autres, l'avant dernier né des partis politiques au Togo pense avoir trouvé la meilleure recette. Le NET qui n'a jamais caché son attachement au dialogue entre les principaux acteurs de la vie politique, pense que ce sont les cadres de discussions qui posent problème. C'est pour se faire qu'il propose la mise en place d'un cadre composé des personnalités neutres pour trouver une solution à la question togolaise et favoriser l'apaisement du climat social. C'est au cours d'une conférence de presse que Gerry Taama a porté sa proposition à la connaissance de l'opinion le 09 octobre dernier. « Il



est très important pour la paix sociale, la concorde sociale que les acteurs politiques togolais trouvent un ultime cadre d'entente pour pouvoir mettre en place des réformes pour des élections apaisées », a indiqué Gerry Taama. Le nouveau cadre doit être un « quarté » comprenant des autorités religieuses et composé des responsables coutumiers, de la société civile, et d'experts internationaux, avec l'appui de la communauté internationale. L'initiative dénommée « Pouvoir d'accord, Togo d'abord » vise à parvenir à un autre cadre de discussion qui garantisse aux différents acteurs, l'impartialité et la crédibilité nécessaire à tout

dialogue. L'objectif qui sera assigné à ce « quarté » ainsi sus-composé, sera de se pencher prioritairement sur les questions relatives à l'organisation des élections législatives et locales, aux réformes institutionnelles et constitutionnelles. Le NET annonce avoir entrepris depuis le mois de septembre, des consultations qui ont conduit son président à être reçu à Paris par la conseillère Togo du Quai d'Orsay et par la plupart des chancelleries installées au Togo. Voilà qui montre qu'il est encore possible de faire la politique avec des idées et non seulement avec des muscles et des bottes.

Didier ASSOGBA



DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE DES TELECOMMUNICATIONS
DU TOGO (TOGO TELECOM)

Avis d'Appel d'Offres International

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE CINQ (05) PYLONES AUTOSTABLES AINSI QUE LA FOURNITURE DES EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES POUR LES LIAISONS PAR FH

Date de lancement de l'Avis : 27 SEPTEMBRE 2012
Appel d'Offres International N° 0102/TGT/DG/DML/PRMP

La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) sollicite des offres fermées de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison des fournitures suivantes :

Lot 1 : Fourniture et installation de cinq (05) pylônes autostables sur les sites de Ablogamé, Djidjolé, Agou Gare, Amlamé et Amou Oblo.

Lot 2 : Fourniture des équipements et accessoires pour l'installation et la mise en service des liaisons par Faisceaux Hertiens de type PDH dans le cadre du complément du projet 300K.

1. Sont admises à concourir toutes les personnes morales, spécialisées dans le domaine et justifiant de moyens techniques et financiers pour l'exécution du présent appel d'offres (cf. Dossier d'Appel d'Offres).

2. Les exigences en matière de pièces administratives sont :

Pour les entreprises installées dans l'espace UEMOA :

- Carte d'opérateur économique en cours de validité ;
- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- L'original du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de l'inspection du travail et des lois sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale datant de moins de trois (03) mois ;
- La preuve du paiement de la taxe parafiscale pour les candidats qui ont été tributaires de marchés publics depuis la date d'entrée en vigueur de cette taxe en novembre 2011.

Pour les entreprises non installées dans l'espace UEMOA :

- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ou toute pièce en tenant lieu;
- Attestation de non faillite (original) datant de moins de 3 mois.

3. Pour être qualifiés, les candidats devront :

- Produire un extrait du compte de résultats et du bilan des trois (03) dernières années (2009, 2010, 2011);
- Produire au moins une (01) référence technique concernant les marchés similaires antérieurs (copies des attestations de bonne fin d'exécution, pages de garde et de signature).

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

4. L'ensemble des acquisitions est reparti en deux (02) lots : lot 1 et lot 2.

5. Les offres, présentées sous plis fermés, devront être accompagnées d'une garantie de soumission conformément au tableau ci-après:

Lots	Garantie de soumission
Lot 1	6 900 000 FCFA
Lot 2	11 900 000 FCFA

Un candidat peut soumissionner aux deux (02) lots. Il ne peut être attributaire que d'un seul lot.

6. Le délai d'exécution du marché est de trois (03) mois à compter de la notification du marché.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet à la Direction Générale de TOGO TELECOM, Porte 004 SPL au rez-de-chaussée ou l'acheter à la Direction Générale de TOGO TELECOM, Porte 007 SPL au rez-de-chaussée, moyennant paiement en espèce d'une somme non remboursable de **Cinquante Mille (50 000) FCFA**, contre reçu à la caisse régie d'avance de TOGO TELECOM, située au rez de chaussée à l'adresse suivante :

Direction Générale de TOGO TELECOM
Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté
BP : 333 Lomé - Togo
Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01
Télex : 5245 TG
Fax : (228) 22 21 03 73
E-mail : spdggt@togotel.net.tg
Site Web: www.togotelecom.tg

8. Les offres, rédigées en langue française doivent être déposées, sous plis fermé, au plus tard le **13 Novembre 2012 à 9H 00 T.U** au Secrétariat Administratif du nouveau siège de TOGO TELECOM, au rez-de-chaussée **porte 12**.

Les offres remises hors délai ne sont pas acceptées.

9. Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de quatre vingt dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

La garantie de soumission reste valable vingt huit (28) jours après l'expiration de la garantie de l'offre.

10. Les plis seront ouverts en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaiteraient assister à l'ouverture des plis le **13 Novembre 2012 à 9H 30mn** dans la Salle de Réunion du rez de chaussée du nouveau siège de TOGO TELECOM.

11. Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disant, et qui satisfait aux conditions de qualifications requises.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations ou adresser des correspondances à l'attention de :

Attention de : Manfeidjeou BANEZI, Personne Responsable des Marchés de TOGO TELECOM,
Ville : LOME Boîte postale : 333 Pays : TOGO
Numéro de téléphone : +228. 22 53 45 50, 22 34 13 69
Numéro de télécopie : +228.22 21 03 73
Adresse électronique : mbanezi@togotel.net.tg

Le Directeur Général
Pétchétibadi BIKASSAM

Qualification CAN 2013 LES EPERVIERS DETERMINÉS À ACHEVER LA MISSION

L'équipe des Eperviers du Togo se prépare activement pour arracher sa qualification face aux Panthères du Gabon le dimanche au Stade de Kégué. La seconde manche de la double confrontation entre Eperviers et Panthères a lieu ce dimanche au Stade de Kégué. Un match assez capital qui pourra permettre au Togo de renouer avec la fête continentale du ballon rond à laquelle la sélection n'a plus participé depuis 2006. Les Eperviers du Togo, auteurs d'une bonne rencontre face aux Panthères du Gabon le 08 septembre se préparent activement pour achever la mission entamée à Libreville le mois passé. Après leur bonne prestation à Libreville le 08 septembre dernier, la sélection togolaise affronte son homologue gabonaise le 14 octobre prochain en match retour du dernier tour des éliminatoires de la CAN 2013.

Les Eperviers du Togo qui sont à 90 minutes d'une CAN comptent maximiser leur chance pour éviter toute surprise négative le dimanche prochain à Lomé. La bande à Didier Six a d'ailleurs débuté les entraînements depuis mardi. Adébayor Sheyi, Alexis Romao et d'autres joueurs ont rejoint l'équipe des Eperviers le mercredi dernier pour la révision du système tactique à adopter le dimanche face aux Gabonais. Le public sportif est aussi motivé et témoigne son soutien à l'équipe nationale depuis le début des séances d'entraînements. La mobilisation est grande et perceptible au niveau des médias que des autorités qui ne veulent ménager aucun effort pour pousser l'équipe à la victoire finale ce 14 octobre. Pour juguler les défections dues aux blessures, deux autres joueurs sont rappelés pour rejoindre le groupe. Il s'agit de Mango



Sénah (Défenseur, Marseille/D1 France) et de Atakora Lalawélé (milieu offensif, AIK Stockholm/D1 Suède).

Chacun se prépare à son niveau pour que la joie soit totale au terme de la rencontre le dimanche prochain. On apprend d'ailleurs que pour une fois, le gouvernement a débloqué les moyens nécessaires et à temps pour l'organisation parfaite du match. Le groupe, sous la houlette du capitaine Adébayor Shéyi, est serein et motivé pour la victoire malgré ces absences de taille. L'objectif pour tous les Eperviers présents à Lomé est de qualifier le Togo au terme de la rencontre. Le match nul d'un but par tout fait pour l'instant les affaires de Didier Six et de ses poulains qui peuvent se qualifier avec un autre match nul mais vierge. C'est dire que le Togo a sa chance en main et doit la jouer crânement pour confirmer le réveil des espèces aillées togolaises.

Didier ASSOGBA

Rentrée scolaire 2012-2013 GROSSESSES ET ABANDONS EN CASCADE DES FILLES

La rentrée scolaire a été effective sur toute l'étendue du territoire le lundi 8 octobre dernier. Tous les élèves du Togo, après une période de vacances allant de 2 à 4 mois, selon les différents niveaux, ont donc repris le chemin des classes pour une nouvelle année scolaire qu'on espère tous, sera fructueuse à la hauteur des efforts fournis par les uns et les autres. Cependant, ce 8 octobre, tous les élèves régulièrement inscrits depuis l'année écoulée n'ont pas tous repris le chemin des classes. Les causes de ces défections sont diverses. Elles vont de l'impossibilité de certains élèves à assurer les frais de scolarité aux envies d'apprentissage qui naissent pendant les vacances. Parmi ces abandons, les filles sont très souvent en nombre important. A leur niveau, les raisons évoquées plus haut ne militent pas en grand nombre. Elles quittent le plus souvent les bancs durant les trois premiers mois qui suivent la rentrée des classes pour une cause assez évidente qu'elles ne peuvent cacher à personne : les grossesses.

Ces grossesses qui deviennent comme un gros point dans la figure qu'il est impossible de cacher font leur apparition soit à la rentrée des classes, soit avant la fin du premier trimestre en décembre. Malgré le fait qu'aujourd'hui il existe des largesses qui sont accordées aux filles pour leur permettre de continuer leur scolarité même en état de grossesse, les porteuses d'enfants n'ont pas très souvent le courage de braver les regards accusateurs et moqueurs de leurs camarades. Elles sont donc obligées de quitter de façon précoce et parfois définitivement les classes. Aujourd'hui, le taux des filles qui abandonnent les classes pour cause de grossesse avoisine les 15% de l'effectif total des filles inscrites.

La cause de tout ceci, ce sont les libertés excessives que ces élèves s'accordent pendant les vacances et dont nous avons parlées dans l'une de nos précédentes parutions. Les vacances ayant été excessivement exploitées pour se livrer à toutes sortes de plaisirs, la rentrée des classes sonne

comme une période de bilan, d'analyse de la nouvelle donne. Pour ces filles c'est une « rentrée des grossesses » qui s'annonce.

Si l'on s'en tient à l'analyse de cette situation dans la zone Est de Lomé qui borde le Port Autonome de Lomé et les cantons de Baguida et Avépozo, le phénomène a tellement pris de l'ampleur qu'il emballe même les filles élèves des classes de sixième. En effet, cette situation qui est commune à tous les établissements secondaires de Lomé se ressent avec acuité dans cette zone du fait de la proximité du Port Autonome de Lomé qui est un centre d'affaire. A ce titre, il offre son cadre à toutes sortes de marchandages, notamment sexuelles. C'est l'occasion d'attirer l'attention des jeunes élèves sur ce phénomène qui les ronge et constitue un frein à l'émancipation de la jeune fille à travers son instruction. Triste époque que la nôtre où l'enfant en plein dans son éducation s'octroie le rôle d'éducatrice d'une progéniture à l'avenir incertain et hypothéqué.

Pablo ZOUBE

Mauvaise gestion des sanitaires UNE SOURCE DE MALADIES ET DE MÉSÉSENTENTE ENTRE VOISINS

Le manque d'entretien dans les maisons est l'une des causes de disputes entre les voisins. Les W.C mal entretenus dégagent des odeurs insupportables qui laissent les habitants dans leurs petits souliers. Aussi, dans certaines zones de Lomé, nombreux sont des personnes qui font leurs besoins dans la nature à cause de l'inexistence des latrines dans leur maison. Ce phénomène prend même une proportion inquiétante dans un grand nombre de quartiers à Kara. A entendre les propriétaires de maisons dépourvues de sanitaires, leur situation financière ne leur permet pas de construire des W.C. Et pourtant, ils n'hésitent pas à ériger d'autres bâtiments qu'ils mettent en location. On peut alors comprendre aisément qu'ils sont animés d'une mauvaise volonté. Paradoxalement, certaines personnes délaissent les latrines de leur maison pour déféquer à ciel ouvert parfois au regard des passants en saison sèche. Pour eux, faire ses besoins dans les W.C, n'a rien à envier à un emprisonnement. Ils préfèrent alors bénéficier de l'air frais de la nature. La

pesanteur culturelle de même fait parti des motifs qui amènent des personnes à se libérer dans la nature.

Il faut cependant rappeler que la construction des sanitaires dans des maisons est loin d'être un luxe ou un signe de richesse. Cela va plutôt dans la droite ligne de la pratique d'hygiène. Les selles laissées dans la nature sont visitées par des mouches qui plus tard se reposent sur des repas, entraînant ainsi des maladies. Ces déchets sont également transportés par les eaux de ruissellement qui convergent vers les rivières dont l'eau est directement consommée par les populations rurales sans aucun traitement.

Chaque citoyen a le devoir de préserver son environnement en pratiquant les règles d'hygiène. Chaque propriétaire de maison doit se doter d'une latrine. Les associations et ONG qui sur la nécessité d'utiliser les sanitaires. Prévenir vaut mieux que guérir dit-on. Chaque citoyen doit donc avoir à l'idée, la préservation de sa santé et celle des autres.

London KAWANA (stagiaire)

La 10e Foire Internationale de Lomé sous le seau du Professionalisme « B to B - LE PREMIER PAS VERS LE PARTENARIAT »

Le Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé connaîtra sa 10ème Foire Internationale de Lomé du 23 novembre au 10 décembre 2012. Une manifestation devenue annuelle depuis 2009. La Foire Internationale de Lomé est devenue un grand rendez-vous de la promotion des produits et de l'économie.

Cette 10ème édition, se veut celle d'une grande maturité. Elle sera donc marquée surtout par le seau du professionnalisme dans l'organisation des rencontres professionnelles. Des rencontres dénommées B to B (Buisines to Buisines).

LE B TO B QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le B to B (business to business) ou commerce interentreprises désigne les échanges de biens et de services réalisées entre les entreprises. Le marketing B to B représente l'ensemble des relations commerciales entre les entreprises et les professionnels.

POURQUOI DES RENCONTRES B TO B ?

Par les rencontres B to B, la Foire Internationale de Lomé veut permettre aux entreprises de quitter le côté forain et d'être en contact direct avec d'autres entreprises pour discuter affaire.

Durant une demi-journée, les opérateurs économiques discuteront sur leurs produits et services, leurs disponibilités, les conditions de transactions et les formes de partenariat à mettre en place entre eux.

Ces rencontres permettront aux participants de tirer leur épingle du jeu et rendre la participation plus rentable.

DANS QUEL CADRE SE FERONS CES RENCONTRES ?

Le CETEF-LOME aménagera sa grande salle en plusieurs cabines pour permettre aux entreprises d'être concentrées et de discuter en toute intimité durant 30 à 45 min.

QUE GAGNERONS LES OPERATEURS ECONOMIQUES ?

La participation aux séances B to B permettront le rapprochement des partenaires financiers et commerciaux, la rencontre de nouveaux partenaires d'affaires étrangers, selon leurs besoins, l'acquisition de nouvelles expériences et expertises d'ailleurs, la signature de contrats d'affaires, la mise en place de contrats de représentation ou de distribution.

FRAIS DE PARTICIPATION AUX RENCONTRES B TO B

-Forfait de 100 000 F CFA pour les opérateurs économiques non participant à la Foire

Comprenant :

- o Des rencontres personnalisées d'hommes d'affaires ;
- o Un déjeuner de rencontres de groupes d'opérateurs économiques des pays invités ;
- o Participation à la démonstration de systèmes de fabrication.

-Forfait de 50 000 F CFA pour les exposants à la Foire

Comprenant :

- o Des rencontres personnalisées d'hommes d'affaires ;
- o Un déjeuner de rencontres de groupes d'opérateurs économiques des pays invités ;
- o Participation à la démonstration de systèmes de fabrication.

ENREGISTREMENT

L'enregistrement se fait au siège du CETEF-LOME et sur le site web de CETEF-LOME qui est le www.cetef.tg.

ENREGISTREMENT EN LIGNE

Vous pouvez spécifier dans ce profil :

- Quel genre de produit offrez-vous ?
- Quel genre de produit achetez-vous ?
- Les produits que vous aimeriez échanger avec les partenaires potentiels.

« B to B - LE PREMIER PAS VERS LE PARTENARIAT »



23 Nov.
10 Déc.
2012

10^{ème}

Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



CETEF - LOME

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS
ET FOIRES DE LOME "TOGO 2000"

B.P. : 10058 Lome - TOGO
Tél. : (228) 22 36 07 27 / 22 30 30 48 - Fax (228) 22 26 17 54
E-mail : ceteflome@cetef.tg - Site web : www.cetef.tg